



# POURQUOI LES FORCES ARMÉES AMÉRICAINES RENCONTRENT-ELLES DES DIFFICULTÉS RÉCURRENTES À CONDUIRE DES “ OPÉRATIONS MILITAIRES AUTRES QUE LA GUERRE ” ?

La culture n'est pas une notion que l'on manipule facilement. Les tentatives de la saisir pour la transformer ne réussissent jamais parce ce qu'on ne peut pas l'appréhender dans sa globalité. La culture peut évoluer seulement après que les gens aient été contraints à modifier leurs attitudes et après que ces nouvelles attitudes aient conféré au plus grand nombre et dans la durée un bénéfice tangible.

John Kotter, Harvard Business School<sup>1</sup>

Mémoire présenté par le Chef de Bataillon Pierre-Joseph GIVRE de la 11<sup>ème</sup> promotion

Directeur : Colonel Vincent Desportes

Mars 2004

---

<sup>1</sup> In Brig.Gen. FASTABEND A., SIMPSON R.H, Adapt or Die, The Imperative for Culture of Innovation in the US Army, Army, février 2004

## Sommaire

<b><u>Introduction</u></b>	p.4
<b><u>1. Un concept en marge de la pensée militaire américaine traditionnelle</u></b>	p.6
1.1. Un concept ambitieux mais inachevé	p.6
1.1.1. Une notion historiquement marginale	p.6
1.1.2. Un concept innovant par sa portée	p.7
1.1.3. Des ambiguïtés latentes	p.8
1.2. Une culture politique qui renforce les tendances lourdes	p.10
1.3. Des forces armées durablement marquées par le dogme du warfighting	p.12
<b><u>2. Des contraintes avérées au regard de la logique du warfighting</u></b>	p.14
2.1. Des risques politiques difficilement acceptables	p.14
2.1.1. Le poids du Congrès, de l'opinion publique et des médias	p.14
2.1.2. La défiance à l'égard des opérations sous mandat de l'ONU	p.15
2.1.3. Les MOOTW menacent les capacités de puissance	p.15
2.2. Des conséquences capacitaires inacceptables dans la perspective des opérations de guerre	p.16
2.2.1. Des coûts budgétaires marginaux mais pénalisants	p.16
2.2.2. Impact sur les matériels	p.17
2.2.3. Tensions sur le personnels	p.17
2.2.4. Impact sur la préparation et la conduite des opérations de warfighting	p.18
2.3. Des risques de remise en cause radicales du système militaire	p.19
2.3.1. Menace sur l'autonomie de décision militaire	p.19
2.3.2. Menace sur l'organisation de l'Army	p.20
<b><u>3. Des adaptations qui ne permettent pas de surmonter réellement les handicaps structurels</u></b>	p.22
3.1. Des retards accumulés	p.22
3.1.1. Les propositions avant-gardistes du Congrès	p.22
3.1.2. Une approche militaire essentiellement incitative	p.23
3.2. Le paradoxe de l'US Army	p.25
3.2.1. L'après 11 Septembre : l'effet Schoomaker	p.25
3.2.1.1. S'inspirer de l'USMC et des forces spéciales	p.25
3.2.1.2. Adoption de brigades modulaires	p.27
3.2.2. La poursuite de la Transformation : la prédominance techniciste	p.28
3.3. L'absence de politique globale : un handicap pour les militaires	p.29
3.3.1. Les conditions du succès dans les opérations de reconstruction ne reposent pas seulement sur l'emploi des militaires	p.29
3.3.1.1. Les forces militaires	p.29
3.3.1.2. Les forces de police	p.30

3.3.1.3. Les élections	p.30
3.3.1.4. Les investissements financiers	p.30
3.3.2. Les axes d'effort des militaires	p.31
3.3.3. Les axes d'effort des civils	p.31
<u>Conclusion</u>	p.34
Annexe 1: les divisions de l'US Army	p.37
Annexe 2: les missions de l'USMC	p.38
<u>Bibliographie</u>	p.39

## Introduction

En 1991, les Etats-Unis libèrent magistralement le Koweït alors occupé par “ la troisième armée du monde ”, l’armée irakienne. En 2003, ils interviennent de nouveau dans le Golfe et écrasent cette fois le régime de Saddam Hussein.

Cependant en 1992, les forces américaines engagées sous mandat de l’ONU dans l’opération Restore hope en Somalie sont contraintes de rembarquer après l’échec sanglant de la tentative d’arrestation du chef rebelle, le général Aideed. Echaudés par cette désastreuse expérience, les Américains s’engagent avec un volume de forces réduit en Bosnie puis au Kosovo après avoir obtenu de solides garanties militaires et politiques. Cette approche se confirme en Afghanistan où les Américains conduisent des opérations limitées en étroite coordination avec les forces gouvernementales. En 2004 en Irak, c’est contraints par l’ampleur de la mission d’occupation et l’insuffisance de forces alliées disponibles qu’ils s’engagent massivement dans les opérations de stabilisation. Les résultats opérationnels sont alors à la hauteur des craintes ; ils sont mauvais, notamment en comparaison avec la performance britannique dans le secteur de Bassorah. Les pertes militaires et civiles dans les secteurs sous contrôle américain sont très élevées et l’Irak bascule dans le chaos.

Cette opération concentre toutes les difficultés entrevues en Somalie et tant redoutées depuis le conflit vietnamien mais aussi toutes les ambiguïtés américaines sur l’analyse de leur performance militaire. Elle traduit un paradoxe dont le paroxysme a été démontré en Irak : une capacité à gagner les “ big wars ” et des difficultés récurrentes à gagner les “ small wars ” et autres “ military operations other than war (MOOTW)- opérations militaires autres que la guerre”. Le bilan militaire américain de l’après guerre froide est ainsi contrasté : victoire conventionnelle totale en Irak par deux fois mais échec en Somalie, discrétion dans les Balkans et enlisement en Afghanistan comme en Irak.

Comment expliquer à partir de ce constat que les forces armées américaines, qui disposent d’un budget exponentiel et sont équipées avec les matériels les plus sophistiqués ne parviennent pas vaincre dans toutes les conditions ? Y aurait-il une exception américaine, une incapacité à concilier warfighting<sup>2</sup> et MOOTW ? Une prédisposition à la performance dans la guerre et à la contre-performance dans le domaine des MOOTW ? Quelles sont les raisons de cette incapacité à s’adapter aux opérations de non-guerre ? Sont-elles conjoncturelles ou structurelles ? Face aux difficultés, les réponses proposées sont-elles pertinentes ? L’inadaptation des forces armées a-t-elle uniquement des causes internes ou ne résulte-t-elle pas aussi d’influences culturelles globales et d’options politiques ? Quelle est la part de responsabilité respective des militaires et des civils dans l’impasse actuelle ?

---

<sup>2</sup> en langage militaire français : « la coercition »

Bien qu'impliquées régulièrement dans les crises les plus complexes depuis la fin de la guerre froide, les forces armées américaines éprouvent des difficultés récurrentes à conduire des opérations " autres que la guerre " parce qu'elles demeurent conditionnées par une culture guerrière radicale. Erigée en dogme, cette logique guerrière, cultivée par intérêt par les institutions militaires et politiques, ainsi que par la société civile, conduit les forces armées à concentrer leurs efforts presque exclusivement sur la préparation à la guerre et à exclure une véritable prise en compte du mode opératoire MOOTW considéré comme non décisif.

Après avoir montré dans une première partie que le concept des MOOTW ne correspond pas à la culture traditionnelle américaine, nous verrons dans une deuxième partie qu'il pose des défis que l'institution militaire et civile n'a pas véritablement intérêt à relever et dans une troisième partie, que les évolutions envisagées ne constituent pas des réponses adaptées aux problèmes.

L'étude couvrira la période de 1989 à mars 2004. Elle abordera le concept des MOOTW selon la définition américaine interarmées. Cependant, l'essentiel de l'étude portera sur les forces à dominante terrestre de l'Army (armée de terre) et de l'US Marine corps (USMC) qui sont les plus directement confrontées aux difficultés sur le terrain alors que l'US Air Force et l'US Navy ne le sont que marginalement.

L'esprit de cette étude n'est pas de critiquer systématiquement l'approche américaine des MOOTW, comme pour mieux montrer par contraste les capacités françaises dans ce domaine. Il n'est pas également de minorer la performance militaire passée et actuelle américaine, en particulier dans le contexte des opérations en Irak auxquelles la France ne contribue pas, et tout en se souvenant de l'éclatante victoire conventionnelle au début de la guerre. Enfin, il ne présume en aucun cas de l'échec ou du succès politique final de l'intervention en Irak. Le but est au contraire de montrer les raisons qui expliquent les difficultés américaines dans ce domaine particulier, pour en tirer des enseignements qui devraient à la fois nous conforter dans certains de nos choix mais aussi nous interpeller sur les risques à ne concentrer ses efforts que sur un seul mode opératoire.

## 1. Un concept en marge de la pensée militaire américaine traditionnelle

L'intérêt militaire américain pour les MOOTW ne date pas de la fin de la Guerre froide. Depuis 1798, les forces armées n'ont participé qu'à cinq guerres déclarées mais à plus de 250 autres types de conflits<sup>3</sup>. Depuis 1989, onze opérations majeures "autres que la guerre" se sont succédées<sup>4</sup> et dès 1995 un concept interarmées a été publié. Pourtant, malgré cette nouvelle réalité géopolitique et opérationnelle, ce concept a du mal à être assimilé par l'institution militaire et par la société politique qui demeurent profondément imprégnées par une culture stratégique fondée sur la primauté absolue du dogme du warfighting.

### 1.1. Un concept ambitieux mais inachevé

Bien qu'innovant par sa portée, le concept interarmées sur les MOOTW n'a pas véritablement suscité l'adhésion des militaires américains. Le thème des MOOTW a en effet toujours été marginal dans la doctrine américaine et, sur le fond, le concept ne constitue pas une alternative crédible au dogme du warfighting qui demeure la référence incontournable.

#### 1.1.1. Une notion historiquement marginale

Contrairement à la définition du périmètre de la notion de guerre, établie de très longue date, celle des "opérations autres que la guerre" a constamment évolué. Il faut attendre les années 1990 et la publication de la Joint pub 3-07 sur les Military Operations Other Than War pour qu'une synthèse interarmées voit le jour.

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les forces armées américaines utilisent successivement ou concomitamment différentes expressions pour désigner les opérations militaires short of war, c'est à dire qui "s'apparentent à la guerre" (mais qui n'en sont pas). En 1935, l'USMC intensément déployé à travers le monde depuis le début du siècle, et plus particulièrement en Amérique latine, publie un Small Wars manual qui effectue une distinction entre la guerre et les autres formes de conflits. Il faut attendre cependant l'engagement massif au Vietnam et les difficultés rencontrées pour vaincre la guérilla communiste pour qu'un véritable débat se développe entre le courant traditionaliste dominant, tenant des "big wars" et celui minoritaire, tenant des "small wars"<sup>5</sup>. La notion de counter-insurgency (COIN) émerge à la même époque et fait principalement référence aux opérations spéciales. Son influence restera cependant limitée et elle ne parvient pas à infléchir l'approche conventionnelle du règlement du

---

<sup>3</sup> Congressional Research Service Report no.96-119F, "Instances of Use of U.S. Armed Forces Abroad, 1789-1995", Feb.6, 1996, cité par John Hillen in Must U.S. Military Culture Reform ?

<sup>4</sup> Panama (1989-90), Iraq-Koweït (1991- ?), Somalie (1992-94), ERYM (1993-1999), Rwanda (1994), Haïti (1994-1995), Bosnie (1996- ?), Kosovo (1999- ?), Timor oriental (1999- ?), Afghanistan (2001- ?), Iraq (2003- ?)

<sup>5</sup> Colonel W.R Johnson, Warriors Without a War, Military Review, CGSC, dec 1998-february 1999, p.2

conflit vietnamien. Dans les années 70, le Département d'Etat et le Département de la Défense élaborent un concept plus global à dominante politique dénommé Internal defense and development (IDAD) et Foreign internal defense (FID). Dans les années 80, les nombreux conflits dans le Tiers-monde mettant aux prises les alliés des deux superpuissances sont qualifiés de “ conflits de basse intensité ” low intensity conflict (LIC). Cette approche, qui s'inspire des enseignements du Vietnam, donne l'occasion aux forces conventionnelles de réintégrer progressivement un champ d'action déserté après l'échec indochinois.

Ces notions auront une traduction éphémère dans certaines versions du FM 100-5 de l'Army sur le warfighting à la fin des années 60 mais les versions suivantes seront progressivement expurgées<sup>6</sup>. Il faudra ainsi attendre l'effacement progressif du communisme au milieu de la décennie 80 et la multiplication des conflits régionaux et infra-étatiques pour des motifs non plus idéologiques mais ethniques, religieux ou culturels, pour que les armées américaines consentent à redévelopper un concept autour des “ opérations autres que la guerre ” (OOTW). En 1986, les chefs d'état-major interarmées (Joint Chief of Staff/JCS) recommandent aux forces armées de se préparer “ à la fois à conduire des opérations de guerre et des opérations militaires s'apparentant à la guerre (short of war )”. Dans l'édition de janvier 1988 de Military Review , le général G.R. Sullivan, alors commandant en second de l'Army Command and General Staff College (CGSC) et futur chef d'état-major, souligne que les forces armées devront redéfinir leur rôle dans un “ environnement dominé par des considérations non militaires ” et que la doctrine doit prendre en compte non seulement la préparation à la guerre mais aussi celle relative aux autres types d'opérations. Le colonel R. Taylor, responsable des opérations interarmées et multinationales au CGSC, esquisse dans le même dossier une définition des “ opérations s'apparentant à la guerre ”. “ De telles opérations sont interministérielles, d'ordre politique, économique et informationnelle. Elles sont initiées pour remplir des missions de niveau stratégique ou tactique afin d'atteindre des objectifs politiques et de conjurer ceux de l'adversaire dans un environnement de compétition pacifique ou de conflit de basse intensité ”.<sup>7</sup>

Ce long processus chaotique trouve donc un achèvement tardif, certes innovant mais à la formulation incertaine, par la publication du concept interarmées de 1995 sur les OOTW désormais qualifiées de Military OOTW<sup>8</sup> .

### 1.1.2. Un concept innovant par sa portée

Le concept des MOOTW constitue une innovation dans le contexte militaire et politique américain. En effet, il rompt de fait avec les principes dominants, en apportant une réponse rapide aux changements

---

<sup>6</sup> D.G.Rose, The Effect of Humanitarian Operations on US Army Doctrine, Small Wars and Insurgencies, Spring 2002, p.59

<sup>7</sup> ibid

stratégiques de l'après Guerre froide et en prenant en compte les nouveaux besoins de sécurité impliquant de plus en plus largement les acteurs civils.

Le concept est publié officiellement le 16 juin 1995, soit moins de cinq ans après la chute du régime soviétique. Il s'inscrit en cohérence avec la publication interarmées Joint pub 3-0 qui traite de la doctrine générale pour les opérations interarmées. Il est décliné dans l'Army en un règlement sur les opérations de stabilisation et d'appui, FM 3-07 Stability and Support Operations. La rapidité avec laquelle il a été rédigé est révélatrice de la capacité des militaires américains à comprendre le nouveau contexte stratégique, à rompre avec les référents anciens, et à traduire cette démarche dans le domaine doctrinal. La préface du chef d'état-major interarmées, le général John M. Shalikashvili est explicite de l'importance du document et de la volonté des armées de s'adapter au plus vite au contexte:

La participation [des armées] aux MOOTW est primordiale dans le nouvel environnement international de sécurité(...). Votre soutien à la défense des intérêts nationaux de sécurité dans un environnement aujourd'hui incertain est aussi essentiel que votre détermination à faire la guerre<sup>9</sup>.

Le concept est également innovant parce que les MOOTW couvrent un domaine d'actions militaires très large et interarmées.

Les MOOTW comprennent l'utilisation des capacités militaires à travers les opérations militaires qui s'apparentent à la guerre mais qui n'en sont pas (short of war)<sup>10</sup>.

Il répertorie ainsi seize types d'opérations de nature très différente et dont le seul point commun est de ne pas appartenir à la catégorie " guerre ": contrôle des armements, appui aux opérations anti-drogue, application des sanctions/interceptions en mer, contrôle des zones d'exclusion, garantie de la liberté de navigation et de survol aérien, assistance humanitaire, assistance aux autorités civiles, assistance extérieure/contre-insurrection, évacuation de ressortissants, opérations de paix sous chapitre VI et VII de la charte des Nations unies, protection des navires, opérations de " récupération " (otages, matériels, personnes en danger), démonstrations de force, frappes et raids, appui à l'insurrection.

Les MOOTW constituent également une innovation pour les militaires américains parce qu'elles reconnaissent la participation et le rôle décisif des civils et en particulier des dirigeants politiques. Le militaire n'a plus le monopole systématique de la planification et de la conduite de ces opérations. Il est soumis, au niveau tactique comme stratégique, à la primauté du politique. Ainsi, le document indique :

[Les MOOTW] sont très sensibles aux considérations politiques et que souvent le militaire n'est pas l'acteur principal (...) elles sont soumises à des règles d'engagement plus restrictives et à une hiérarchie d'objectifs nationaux (...) tous les personnels militaires doivent comprendre les

---

<sup>8</sup> Il est intéressant de noter que le terme military a été accolé à l'acronyme initial ultérieurement comme pour mieux insister auprès de ceux qui auraient des doutes que ce concept est bien typiquement militaire.

<sup>9</sup> Joint Pub 3-07 Joint Doctrine for Military Operations Other Than War, 16 June 1995

<sup>10</sup> Joint Pub 1-02

objectifs politiques et les conséquences potentielles d'actions inappropriées<sup>11</sup>.

Un peu plus loin, l'importance du facteur politique et le renoncement possible par le chef militaire à sa liberté d'action traditionnelle est clairement exprimée :

Les chefs doivent rester conscients des changements non seulement opérationnels mais aussi dans le domaine des objectifs politiques, ce qui peut impliquer un changement dans les opérations militaires<sup>12</sup>.

Le spectre très élargi des missions et leur philosophie plus politique que strictement militaire, modifie le lien traditionnel entre les militaires et les civils. Les forces armées sont désormais contraintes à collaborer avec divers acteurs civils et non plus à envisager les opérations militaires sous le seul angle du recours exclusif à la force. Les populations, les organisations internationales, les organisations gouvernementales et non gouvernementales constituent des acteurs, voire des partenaires incontournables. Dans de nombreux cas, notamment dans celui de la lutte anti-drogue ou des catastrophes naturelles, les forces armées peuvent se retrouver en situation de subordination à d'autres ministères américains.

Les modalités de planification subissent également des modifications importantes. La planification des MOOTW intègre logiquement ces nouveaux paramètres. Les domaines de la multinationalité, de l'information opérationnelle (Public Affairs), des opérations psychologiques, de la coordination interministérielle, de la coordination avec les organisations internationales et non gouvernementales, judiciaires et médicales sont désormais pris en compte prioritairement contrairement à la planification traditionnelle dans le cadre du warfighting.

### 1.1.3. Des ambiguïtés latentes

Innovant sur de nombreux points, ce concept recèle cependant des ambiguïtés qui remettent en cause sa légitimité même et qui sont révélatrices des réticences profondes des militaires à adhérer à une idée qui remet trop nettement en cause les principes établis.

La cohérence du concept est incertaine parce que ses fondements intellectuels ne le distinguent pas véritablement du mode opératoire warfighting dont il se révèle n'être qu'un dérivé secondaire.

Les MOOTW sont ainsi définies par défaut, toujours en référence au concept de warfighting. La terminologie est à ce sens éloquente puisque l'on parle de missions "autres" que la guerre. Le parallèle est par ailleurs permanent entre les deux modes opératoires. Il est écrit :

Pour comprendre les MOOTW, il est utile de comprendre comment elles diffèrent des opérations de guerre.

---

<sup>11</sup> Ibid, p.39

<sup>12</sup> Ibid I-2

Dans la définition qui suit de la guerre, il est indiqué que la guerre est permise lorsque les instruments politiques nationaux sont incapables d'atteindre les objectifs de sécurité nationaux alors que les MOOTW interviennent au titre de la politique extérieure américaine. Décrites comme un instrument politique et non plus strictement militaire, les MOOTW comparées aux opérations de warfighting apparaissent ainsi plus confuses, soumises à une étroite subordination politique alors que le warfighting constitue un ultime recours sous la responsabilité exclusive des militaires. Le rappel de la définition de la guerre comme la conduite d'opérations de combat intenses et à grande échelle plaçant les Etats-Unis dans une situation de temps de guerre, renforce ce sentiment d'un mode opératoire noble et d'un mode opératoire " contre nature ".

Par ailleurs, la confusion sur la véritable nature des MOOTW est accentuée par la distinction opérée entre missions de " combat " et missions de " non-combat ". D'un côté, les MOOTW sont des opérations short of war et qui se définissent en opposition à la guerre other than war, de l'autre côté, elles comprennent des opérations de combat comportant les caractéristiques concrètes de la guerre. Selon les auteurs, si la dissuasion échoue, les commandeurs peuvent recourir à la force sous la forme de " frappes ", de " raids " ou " d'autres types d'opérations ". Il est également admis que le recours à la force qui repose sur la " peur ", la " tension physique " et " l'incertitude " s'apparente à la guerre et que sur un même théâtre, des MOOTW du type " combat " comme les missions de " rétablissement de la paix " et du type " non combat " comme les missions d'" aide humanitaire " peuvent être conduites simultanément, voire même en parallèle à des opérations de guerre.

Ces ambiguïtés sont enfin perceptibles à l'énoncé des six principes à respecter pour remplir avec succès les MOOTW. En effet, tous les principes ne s'appliquent pas à toutes les missions qu'elles soient de " combat " ou non. Les notions de sécurité (conservation de la supériorité sur l'adversaire dans tous les domaines), d'unité d'effort et de clarté des objectifs sont valables dans tous les cas. Celles de retenue (utilisation prudente de moyens militaires appropriés dans le cadre de règles d'engagement restrictives), de persévérance (s'installer dans la durée et dans une perspective stratégique) et de légitimité (veiller à maintenir la légitimité vis à vis du pays hôte) sont difficilement compatibles avec les exigences de résultat militaire, de rapidité et parfois d'atteinte à l'intégrité territoriale d'un pays souverain qui sont caractéristiques des opérations de combat type " raid " ou " frappe ".

Ainsi, la question de la cohérence et de la vocation du concept à servir clairement d'alternative au mode opératoire warfighting est posée, comme si l'institution militaire n'était pas prête à assumer une rupture culturelle susceptible de l'entraîner dans des types d'opérations aux contours très incertains.

La conclusion du paragraphe introductif du document est en ce sens édifiante :

Les MOOTW comprennent un large éventail d'opérations complexes pour lesquelles les forces américaines doivent être préparées. Cependant, les chefs doivent se souvenir que leur mission première devra toujours d'être préparé à combattre et à gagner les guerres de l'Amérique. C'est la mission la plus

exigeante et qui exige non moins que la priorité absolue concernant l'entraînement et l'équipement de nos forces ”<sup>13</sup>.

## 1.2. Une culture politique qui renforce les tendances lourdes

Les réticences de l'institution militaire à adopter les MOOTW ne sont pas le résultat d'une approche unilatérale d'une institution qui évoluerait en marge de la société. Elles trouvent au contraire leurs racines dans la culture nationale américaine et sa représentation politique.

Les Américains ont une conception radicale du recours à la force qui est antinomique avec les exigences d'adaptabilité, de réactivité, de retenue (limitation du recours à la force, impartialité) et de subordination au politique des MOOTW.

Pour comprendre la “ radicalité américaine ”, il faut puiser aux sources de la création des Etats-Unis. Lorsque les premiers colons ont quitté l'Europe à la fin du XVIIème siècle, ils fuyaient le “ désordre européen ” et avaient pour ambition de créer une société de paix et de bonheur, éminemment religieuse. Par conséquent, la guerre a toujours été considérée dans la société américaine comme une aberration, comme une action contraire aux principes de la société libérale. La guerre n'est qu'un ultime recours. L'usage de la force est un choix moral qui a alors pour seul but de punir celui qui trouble la paix. Ainsi, l'engagement des forces armées est limité et doit être justifié par le gouvernement américain par l'impérieuse nécessité de défendre les “ valeurs fondatrices ”. Eisenhower évoquera dans ses mémoires la notion de “ croisade en Europe ” pour qualifier l'engagement américain pendant la Seconde guerre mondiale.

Cet impératif moral, condition du soutien populaire, a pour corollaire la “ guerre totale ”. En effet, on ne négocie pas avec le mal. Il faut donc le détruire rapidement, l'anéantir. L'Amérique fait totalement la guerre, pas les « demi-guerres ». Le général Mac Arthur dans le Pacifique résumera cette idée avec sa fameuse formule “ pas d'alternative à la victoire ”<sup>14</sup>. H.Kissinger ajoutera plus tard “ l'Amérique ne reconnaît pas d'étapes intermédiaires entre la guerre totale et la paix totale ”. Le président G.W Bush déclarera après le 11 Septembre 2002 : “ notre nation est pacifique mais féroce lorsqu'on la met en colère ”. Dans cette perspective, Clausewitz qui théorisa le premier la notion de “ guerre totale » est une référence pour les militaires comme pour les civils. Mais curieusement, son idée novatrice de “ la guerre continuation de la politique par d'autres moyens ” ne sera pas reprise par la société politique américaine. En revanche, l'œuvre de Jomini sera assimilée plus largement. Elle contribuera à imposer l'idée que la guerre intervient en dernier ressort lorsque les actions économiques et diplomatiques ont échoué et que, dès lors, elle est réservée aux professionnels militaires sans que les dirigeants politiques n'interfèrent dans la conduite des opérations. Les tentatives politiques d'interférer étroitement dans les opérations militaires ou d'utiliser les forces armées dans tous types de crise seront rares et éphémères.

---

<sup>13</sup> Ibid

<sup>14</sup> DESPORTES V., L'Amérique en armes, Economica, 2002, p.226

Le secrétaire d'Etat MacNamara est contraint de démissionner en 1968 au motif de “ micro-management ” du conflit vietnamien. A la fin des années 80, les interventions militaires extérieures de l'administration républicaine se font sous conditions très strictes pour ne pas retomber dans les travers de la guerre du Vietnam. L'Administration édicte alors une doctrine de recours à la force très restrictive : la doctrine Weinberger. Les deux mandats démocrates du président Clinton veulent rompre avec cet emploi restrictif des forces armées qui sont massivement employées dans tous types de crise. Mais les critiques sur les risques d'enlèvement et de détournement des moyens des priorités conventionnelles sont multiples, en particulier de la part de Colin Powell l'ancien chef d'Etat-major des armées. L'Administration démocrate est contrainte de réfréner ses prétentions sur les théâtres les plus sensibles. Ainsi, en toute logique et y compris sous l'ère Clinton, la stratégie américaine de l'après Guerre froide continue de donner la priorité à gagner la guerre décisive. Les forces armées américaines, et l'Army en particulier, ont pour priorité absolue d'être capables de gagner la guerre simultanément sur deux théâtres majeurs régionaux. Elu avec l'idée d'un désengagement militaire américain des crises extérieures pour se reconcentrer sur les objectifs stratégiques initiaux, le président G.W Bush doit reconsidérer sa position après le 11 septembre. Mais sur le fond, le concept de guerre préventive comme réponse à la menace terroriste reste conforme à la tradition historique américaine du recours ultime à la violence guerrière pour vaincre le Mal.

### 1.3. Des forces armées durablement marquées par le dogme du warfighting

Les forces armées américaines s'inscrivent naturellement dans l'optique politique et culturelle nationale. Elles sont organisées et conditionnées pour gagner la guerre et seulement la guerre. L'aversion de la violence par la société conduit à l'exaltation de la violence et à son usage illimité par les forces armées lorsque l'entrée en guerre est décidée. La philosophie qui préside au fonctionnement des forces armées est totalement orientée dans l'optique de la “ guerre totale ” qui seule permet le résultat décisif et rapide attendu par la démocratie américaine.

L'influence de Jomini est ici prépondérante et cohérente avec l'approche politique de séparation des tâches entre le militaire et le politique et d'entrée en guerre face à un ennemi clairement identifié comme maléfique. Le général suisse, subordonné de Napoléon propose en effet une démarche scientifique, géométrique qui correspond à l'état d'esprit américain “ obsédé par la réduction du complexe et de l'ambiguë à quelques principes apparemment simples ”. Pour gagner la guerre, la meilleure méthode est d'obtenir des résultats décisifs en gagnant la “ bataille décisive ”. Logiquement, le mode d'action privilégié repose sur une combinaison de l'offensive “ win on the offensive ” et des feux délivrés brutalement “ sledgehammer blows ”. Les feux précèdent et accompagnent l'offensive. Lors de la première guerre du Golfe, les bombardements sur l'Irak et le Koweït ont duré 38 jours et ont précédé une offensive de quatre jours. Au Kosovo en 1999, la campagne aérienne a duré 78 jours sans un seul jour

de campagne terrestre<sup>15</sup>. Elle a pour corollaire le développement au sein de l'institution militaire d'une engineering mentality. La supériorité technologique doit permettre d'obtenir la décision en dominant n'importe quelle situation y compris les plus complexes décrites par Clausewitz à travers ses notions de "brouillard de la guerre" et de "friction" du champ de bataille. Les stand-off weapons comme les missiles de croisière, les vecteurs aériens présentent l'avantage de délivrer des feux puissants sans exposer inutilement les soldats. La RMA ou révolution dans les affaires militaires a pour but de développer dans tous les domaines l'intégration technologique par la numérisation de l'espace de bataille. Elle doit permettre de maîtriser l'information situation awareness, information dominance, d'assurer une meilleure protection des forces et de délivrer des feux toujours plus puissants et précis. L'Army s'est ainsi engagée dans une Transformation qui repose sur la création de brigades entièrement numérisées. Ce recours au "tout technologique" est une constante historique qui connut son apogée lors de la guerre du Vietnam sous l'impulsion de R.McNamara.

Enfin, il est un paramètre important qui conforte les Américains dans leur choix de privilégier le warfighting : leur excellence dans le domaine du warfighting. Ils ont remporté dans l'histoire toutes les guerres conventionnelles auxquelles ils ont participé. Ce bilan a façonné leurs esprits et les a convaincu de leur intérêt à toujours concentrer leurs efforts dans un domaine qui leur permet de vaincre avec certitude, conformément aux capacités et aux aspirations de la société américaine.

Concept dès l'origine marginal et ambiguë, les MOOTW sont un mode opératoire difficilement assimilé par l'institution militaire non seulement parce qu'il ne correspond pas aux tendances culturelles profondes de la société américaine mais aussi parce qu'il implique des contraintes bien réelles.

---

<sup>15</sup> Ibid, p.253

## 2. Des contraintes avérées au regard de la logique du warfighting.

Les MOOTW, et plus particulièrement les opérations de paix et humanitaires, génèrent des problèmes de toute nature qui sont appréhendés avec partialité par les décideurs politiques et militaires américains. Ces problèmes sont considérés comme des contraintes parce qu'ils sont susceptibles de menacer les structures et les schémas intellectuels établis. Ils ne servent pas à étayer la thèse d'une nécessaire adaptation institutionnelle au nouveau contexte mais au contraire à prouver qu'ils remettent en cause de manière injustifiée les fondements rationnels sur lesquels la politique de sécurité américaine est fondée depuis la Guerre froide. Les institutions politiques et militaires ont ainsi un intérêt convergent à amplifier les contraintes engendrées par les MOOTW pour mieux dénigrer ce mode opératoire.

### 2.1. Des risques politiques difficilement acceptables

Dans le contexte américain, les opérations de paix (peace operations) présentent des risques politiques très élevés pour l'Administration au pouvoir. Le poids du Congrès, de l'opinion publique et des médias, la tradition unilatéraliste conjuguée à la méfiance à l'égard des institutions internationales et l'impératif stratégique de conserver des capacités décisives de warfighting, incitent généralement les Administrations américaines républicaines comme démocrates à la prudence. La présidence Clinton constitue une exception relative. Au cours de ses deux mandats (1992-2000), les forces américaines ont été largement déployées dans le cadre des MOOTW avec des fortunes diverses et le Président a publié trois directives sur le sujet des MOOTW (PDDS n°25, 56 et 71) mais l'administration civile et militaire n'y a jamais adhéré totalement, comme l'a montré dans le cas du Kosovo sa préférence pour l'usage massif de la force<sup>16</sup>.

#### 2.1.1. Le poids du Congrès, de l'opinion publique et des médias

Contrairement à la France où le Président de la République n'a pas besoin de l'accord du Parlement pour déclencher une opération extérieure, l'Administration américaine ne peut le faire sans le soutien du Congrès, de l'opinion et des relais médiatiques. Elle doit également veiller à intégrer sa politique militaire extérieure dans son plan de réélection du Président et des parlementaires. Dans cette perspective, elle doit impérativement communiquer préalablement sur les buts, la nature de la menace, la durée, les coûts financiers et humains prévisibles des opérations militaires. Dans le cas de guerre, la communication est aisée voire "simpliste". Elle est facilement assimilable par l'opinion. Dans le cas des opérations de paix, la lisibilité est aléatoire. La durée n'est pas définie dans le mandat, les coûts financiers sont difficiles à évaluer à cause des participations multilatérales et des incertitudes concernant l'évolution de la crise, les buts politiques et militaires ont la tonalité d'un compromis diplomatique

---

<sup>16</sup> BRONSON R. , When Soldiers become Cops, Foreign Affairs, nov-dec 2002, p.124

plutôt que d'une déclaration de guerre. Ces incertitudes ne favorisent pas l'adhésion du Congrès et de l'opinion qui redoutent l'enlèvement de type vietnamien, son cortège de pertes humaines, son coût budgétaire... et au final, le traumatisme de l'échec collectif. Ils recherchent au contraire les conflits courts et victorieux. L'Administration a une obligation de résultat qui est difficilement compatible avec les incertitudes liées aux opérations de paix.

### 2.1.2. La défiance à l'égard des opérations sous mandat de l'ONU

Les opérations de paix sont généralement des opérations conduites à l'initiative de la communauté internationale dans le cadre d'un mandat de l'ONU. Mais les Américains se méfient de l'ONU.

Bien que premier contributeur financier et fournisseur de nombreuses forces dans les années 90, les Etats-Unis sont très critiques à l'égard de l'organisation. Ils lui reprochent pêle-mêle sa mauvaise gestion budgétaire, une excessive lourdeur administrative, l'obligation de consensus pour toute décision qui ne permet pas d'agir dans l'urgence. Les Etats-Unis ne considèrent pas l'ONU comme une organisation apte à conduire des opérations militaires efficaces. L'histoire douloureuse de l'opération Restore Hope en Somalie en 1993 et l'échec des contingents européens de l'UNPROFOR dans les Balkans a fini de renforcer cette méfiance tant parmi les cercles politiques et militaires qu'au sein de l'opinion. Les 18 morts américains de l'opération contre le général Aïded en Somalie ont réveillé les cauchemars du Vietnam. L'idée ancrée dans l'opinion et les décideurs de pouvoir conduire des opérations avec des pertes très limitées, tendant vers le "zéro mort" –à l'image de la guerre du Golfe en 1991- s'est retrouvée tragiquement remise en cause pour une opération décidée à l'origine multilatéralement et pour des motifs humanitaires. Les forces armées américaines ont été traumatisées. L'idée d'un "modèle Aïded" d'exposition excessive au risque des soldats américains dans le cadre des opérations de paix, -les soldats américains constituent des cibles faciles et hautement "médiatisables"- a fini de déconsidérer les MOOTW dans leur ensemble. La prudence initiale américaine dans les Balkans doit se comprendre à la lumière de ces événements. Le processus de Dayton en Bosnie et l'intervention au Kosovo illustrent le refus américain définitif de dépendance à l'égard de toute organisation internationale. Charles Kranthammer résume l'état d'esprit actuel de cette manière :

Quand il y a paix réelle, il n'y a pas besoin de soldats de la paix. Quand il n'y a pas paix, l'envoi de soldats de la paix conduit au désastre<sup>17</sup>.

### 2.1.3. Les MOOTW menacent les capacités de puissance

Dans l'esprit des cercles dirigeants américains, la défense des intérêts stratégiques décisifs des Etats-Unis repose prioritairement sur les capacités militaires à gagner la guerre et non pas sur leur aptitude à conduire des MOOTW. Les Etats-Unis ont conscience de leur puissance et de leur devoirs mondiaux. Ils

---

<sup>17</sup> JOHNSON W.R, Warriors without a War, Military Review, déc 1998-fév 1999

considèrent qu'ils tiendront leur rang s'ils restent capables de gagner les conflits décisifs " les Etats-Unis ne peuvent se permettre d'échouer dans la conduite de la guerre"<sup>18</sup> (US cannot afford to fail in warfighting) et " une superpuissance ne fait pas des fenêtres " (Superpower don't do windows). Cette idée est renforcée par le constat d'un différentiel (gap) accru entre les capacités militaires américaines et celles des autres pays de l'OTAN. Le problème au sein de l'OTAN est ainsi formulé : seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont des capacités pour faire la guerre. La conclusion qui s'impose consiste à définir des priorités au sein de l'Alliance : l'OTAN remplit prioritairement les missions de paix et les Etats-Unis celles de guerre. John Hillen, expert militaire proche des Républicains défend ainsi l'idée suivante :

Il est idiot de sacrifier la vie des soldats américains (...) et de sacrifier la capacité unique et décisive des forces armées américaines simplement pour répliquer les talents de nos alliés dans le domaine du peacekeeping, talents qui sont fondamentalement moins importants [que ceux du warfighting] pour la sécurité du monde.<sup>19</sup>

L'emploi massif des forces armées américaines dans les MOOTW tend à détourner celles-ci de leur objectif prioritaire d'engagement décisif, atout majeur de " l'hyperpuissance " pour conforter son leadership. C'est un risque politique difficilement acceptable d'autant que les retours d'expérience indiquent que les MOOTW induisent des altérations capacitaires militaires.

2.2. Des conséquences capacitaires inacceptables dans la perspective des opérations de guerre  
Obsédées par l'objectif stratégique d'être en mesure de gagner la guerre simultanément sur deux théâtres régionaux majeurs<sup>20</sup> et confrontées sous l'Administration Clinton à des déploiements de forces d'ampleur inégalée dans le cadre des MOOTW –près de 50000 hommes en 1998-, les armées américaines se sont inquiétées d'altérations capacitaires. Une étude conduite par le Bureau budgétaire du Congrès (Congressional Budget Office) en 1999<sup>21</sup> est venue étayer leurs craintes. Elle dresse un bilan précis de la dégradation capacitaire subie dans les domaines budgétaires, de la maintenance, de la disponibilité des personnels, de l'aptitude des forces au combat conventionnel et à remplir l'objectif des " deux théâtres régionaux de guerre ".

### 2.2.1. Des coûts budgétaires marginaux mais pénalisants

---

<sup>18</sup> Debate : can soldiers be peacekeepers and warriors, NATO Review, été 2001

<sup>19</sup> Ibid

<sup>20</sup> Pour le Pentagone, les forces ennemies à affronter sur un seul théâtre régional majeur peuvent représenter jusqu'à un million d'hommes et de 2000 à 4000 chars. Les forces américaines nécessaires pour gagner la guerre sur les deux fronts comprennent les 10 divisions d'active de l'Army, 15 brigades de la Garde nationale et 3 MEU de l'USMC.

<sup>21</sup> Making Peace while staying ready for War : the Challenges for US Military Participation in Peace Operations, CBO, décembre 1999

L'engagement massif des années 90 dans les MOOTW s'est effectuée dans un contexte de réduction drastique du budget de la défense et, parallèlement, d'augmentation sensible du coût des MOOTW.

En 1985, le budget de la défense représentait 6% du PIB mais plus que 3% en 1997. Entre 1990 et 1995, les effectifs des forces armées ont été réduits d'un tiers pour retrouver le niveau de 1939. Parallèlement, le coût des MOOTW qui ne représentait que 100 millions de \$ en 1988 s'élevait à plus de 4 milliards de \$ en 1998.

Si le montant des dépenses ne représente pas un pourcentage élevé dans un budget de plus de 200 milliards de \$, son impact est significatif dans cette phase de forte tension budgétaire parce qu'il est généralement considéré comme une amputation sur les fonds en diminution constante destinés au warfighting. Par ailleurs, le remboursement des frais d'intervention non budgétisés n'est effectué que tardivement dans l'année fiscale. Les dépenses imprévues incombent alors au budget régulier et se font au détriment des postes « exercices », « maintenance » ou « équipement des forces ».

### 2.2.2. Impact sur les matériels

Les MOOTW ont un impact direct sur la disponibilité opérationnelle des matériels des unités engagées et du reste de l'Army. Si l'indisponibilité des matériels de retour d'opération est limitée généralement à deux ou trois mois, elle génère en revanche des surcoûts importants notamment lorsque les unités sont engagées successivement sur plusieurs théâtres. Ainsi au début des années 90, la 10<sup>ème</sup> division de montagne de l'Army s'est déployée trois fois en moins de quatre ans en Floride (ouragan Andrew), en Somalie (Restore Hope) et en Haïti (Uphold Democracy). Les hélicoptères UH-60 Black Hawk ont été intensément utilisés. Leur remise en condition, effectuée par des sociétés privées, s'est élevée à 850000\$ par appareil au retour de Somalie et à 250000\$ pour chacun des 9 appareils les plus endommagés au retour d'Haïti<sup>22</sup>. Dans le cas des mécaniciens d'hélicoptères, ces opérations ont également montré les limites de l'externalisation. Outre son coût financier exorbitant, la participation des techniciens civils aux opérations de maintenance dès le temps de paix a contribué à déresponsabiliser les mécaniciens militaires et à les priver d'une partie de l'expérience technique nécessaire une fois déployés en opération.

Le second type de problème provient du manque de matériels de l'Army prépositionnés à l'étranger. Avant tout déploiement, ses unités sont contraintes de ponctionner les unités voisines pour partir avec l'ensemble des matériels requis. Ainsi pour une unité déployée, c'est un total de deux qui sont partiellement inopérables dans la perspective d'un engagement de guerre.

Dans le cas de l'USMC, les problèmes sont limités grâce au prépositionnement massif de matériels à l'étranger ou sur des navires. Les seules difficultés rencontrées proviennent de la mauvaise volonté de

---

<sup>22</sup> Chief Warrant Officer (W3) Ronald W. Durant, Aviation Maintenance From the Trench, [www.almc.army.mil](http://www.almc.army.mil)  
Cet article présente aussi l'intérêt de montrer les limites de l'externalisation

certaines unités à entretenir le matériel prépositionné “ emprunté ” voire, pour d’autres, à le « cannibaliser » à leur profit.

### 2.2.3. Tension sur les personnels

L’engagement répété des unités de l’Army dans les MOOTW pose des difficultés de gestion des personnels.

En temps de paix les effectifs réalisés de l’Army sont inférieurs au tableau des effectifs requis pour les opérations. Pour résoudre le problème, l’Army renforce d’une part les unités désignées par des personnels appartenant à d’autres unités, ce qui a pour conséquence une altération des capacités opérationnelles de ces unités non engagées. D’autre part, elle recourt massivement aux personnels de la réserve et de la garde nationale pour compléter les effectifs et pour soulager les unités spécialisées de soutien qui sont suremployées et en nombre insuffisant. Les réservistes sont particulièrement utilisés dans les domaines des affaires civilo-militaires, du transport ou de l’aide au déploiement. Le recours aux réserves n’est pas une solution sans inconvénients. Il nécessite en effet une décision d’ordre politique, du niveau présidentiel qu’il est parfois difficile de justifier devant la Nation pour de “ simples ” MOOTW. Par ailleurs, l’adéquation entre le profil des volontaires et les spécialités requises en opération est difficile à trouver sur le long terme. Le recrutement et la fidélisation des réservistes deviennent également problématiques en cas de sollicitations trop fréquentes. L’Army est enfin confrontée à l’indisponibilité partielle de ses unités de retour d’opération. Elle doit notamment prendre en compte le temps nécessaire aux permissions des personnels et aux changements d’affectations.

L’USMC n’est pas confronté avec la même acuité aux problèmes de l’Army. Le recours aux réservistes est généralement très limité et les carences circonscrites aux spécialistes linguistiques. La réalisation des effectifs ne constitue pas un handicap significatif parce que le Corps est organisé selon un cycle préparation/entraînement-projection-remise en condition qui permet d’anticiper les difficultés et d’avoir des unités type MEU<sup>23</sup> en permanence déployables en totalité. La planification permet ainsi de déterminer une capacité opérationnelle réaliste dès le temps de paix et d’anticiper les déploiements de crise

Contrairement à l’USMC, l’Army n’a pas un mode de gestion de ses personnels adapté aux MOOTW.

### 2.2.4. Impact sur la préparation et la conduite d’opérations de warfighting

L’impact des MOOTW est considéré par les militaires américains comme globalement négatif dans la perspective de conserver leur capacité de warfighting.

Certes, les retours d’expérience font apparaître quelques points positifs. Les MOOTW donnent une véritable expérience opérationnelle aux unités. Elles favorisent leur cohésion et le développement des

---

<sup>23</sup> Marine Expeditionary Unit

qualités de leadership en situation “ réelle ”. Elles mettent en œuvre les moyens de transport stratégiques aériens et maritimes dans des conditions “ réelles ”. Dans le domaine tactique, certaines missions ou savoir-faire sont identiques à ceux requis pour faire la guerre : patrouille, escorte de convoi, protection de la force. Dans le domaine du renseignement, l’effort consenti dans les MOOTW est totalement transposable au contexte du warfighting.

Globalement, les MOOTW contribuent à la dégradation des capacités à combattre des forces américaines. La durée du mandat, le type et la taille des unités influent sur le degré de dégradation. Plus le mandat dure et plus le temps de remise en condition est long. Les unités de combat sont plus touchées par le phénomène que les unités de soutien parce que leurs missions sont différentes du temps de guerre alors que les similitudes sont beaucoup plus nombreuses pour ces dernières. Jusqu’au niveau bataillon, l’impact des MOOTW reste acceptable si les forces bénéficient de moyens d’instruction et d’entraînement avec leurs matériels majeurs. En revanche, ce type de mission ne permet pas de poursuivre l’entraînement combiné avec les niveaux supérieurs (brigade, division, corps). L’impact est totalement négatif lorsque les unités, notamment d’appui ou blindées mécanisées, ne sont pas déployées avec leur matériel majeur. Par ailleurs, toutes les unités de retour d’une opération de paix font face au même défi psychologique : se réapproprier l’esprit guerrier.

### 2.3. Des risques de remise en cause radicales du système militaire

Les problèmes soulevés par les MOOTW peuvent non seulement avoir des conséquences politiques désastreuses et un impact négatif sur les capacités de warfighting mais ils remettent dangereusement en cause des principes établis, qui ont fait leur preuve et qui satisfont totalement l’institution militaire, dans le domaine des relations politico-militaires et dans celui de l’organisation de l’Army.

#### 2.3.1. Menace sur l’autonomie de décision militaire

Les MOOTW représentent une menace pour l’autonomie de décision des militaires dans la conduite des opérations. Les militaires américains sont accoutumés à assumer seuls, sans interférence politique, la conduite des opérations de guerre. Cette dissociation des tâches et des responsabilités avec les dirigeants politiques est un privilège au sein d’une démocratie, qui confère à l’institution militaire une reconnaissance unique par le milieu civil, notamment illustrée par la présence de nombreux généraux à la retraite parmi les personnalités politiques. Par leur nature différente des conditions de guerre, les MOOTW remettent en cause ce dispositif. L’étroite subordination au politique et l’intégration des acteurs civils qui caractérisent les MOOTW modifient radicalement les rapports entre l’institution militaire et le milieu civil. L’institution militaire perd en grande partie sa liberté d’action et son pouvoir d’influence. Elle devient un acteur certes majeur mais parmi d’autres tout aussi importants. Elle peut même se retrouver subordonnée à une organisation civile. Par ailleurs, à l’instar des institutions

politiques, elle prend le risque de perdre sa crédibilité ou d'entacher son image dans la participation à des opérations toujours complexes qui ne permettent pas de solution militaire radicale. L'institution militaire américaine dispose d'une considération exceptionnelle, elle n'a aucun intérêt à perdre cette rente de situation en donnant la priorité aux MOOTW. Elle a un intérêt corporatiste à valoriser le warfighting et à dénoncer l'impact négatif des MOOTW sur la disponibilité opérationnelle des forces pour conserver sa crédibilité et son influence exceptionnels.

### 2.3.2. Menace sur l'organisation de l'Army

Pour l'institution de l'Army, les MOOTW représentent un danger. Elles sont un révélateur de son inadaptation structurelle au nouvel environnement stratégique et donc une incitation à réformer l'organisation. Or la légitimité de l'Army, notamment par rapport à l'USMC et aux forces spéciales mais aussi au sein de la société, repose incontestablement sur sa capacité à gagner les guerres. C'est pourquoi l'Army, qui a retiré un très large bénéfice de ce monopole construit au temps de la Guerre froide, est peu encline à réformer un système performant face aux Soviétiques et aux Irakiens pendant plus de quarante ans. L'Army a préféré conserver un système inadapté aux MOOTW mais orienté vers le combat conventionnel.

L'Army est ainsi toujours organisée au début 2004<sup>24</sup> sur le modèle de la Guerre froide pour s'opposer à une menace conventionnelle majeure pouvant intervenir simultanément sur deux théâtres régionaux dans le monde. Le concept de " modularité ", c'est à dire de constitution de forces ad hoc en fonction de la nature de la menace et des forces disponibles n'existe pas. Seules quelques grandes unités rassemblées dans le XVIIIème Corps aéroporté<sup>25</sup> ont plutôt vocation à la projection d'urgence face à des menaces de " basse et moyenne intensité ". L'USMC occupe ce spectre mais n'a pas vocation à durer sur un théâtre. Cette situation explique pourquoi l'Army n'a pas de planification de projection de ses unités (cf supra). L'Army est ainsi articulée autour d'unités organiques lourdes dimensionnées pour les engagements face à un ennemi symétrique disposant d'une force blindée-mécanisée significative. L'élément central est la division. L'Army compte dix divisions d'active.

Chaque division centralise les moyens interarmes d'appui (hélicoptères de combat, artillerie, génie, police militaire, aide au commandement) et de soutien (logistique). Chacune compte trois brigades qui sont totalement dépendantes de ses moyens organiques. Les 33 brigades de manœuvre de l'Army n'ont pas vocation à être déployées de manière autonome.

Ce manque de souplesse pour déployer des forces adaptées au contexte des MOOTW est accentué par le stationnement à l'étranger de trois divisions sur dix qui pèse sur leur disponibilité. La 1ère division blindée et la 1ère division d'infanterie mécanisée sont déployées en Allemagne. La 2<sup>ème</sup> division

---

<sup>24</sup> Voir les évolutions en cours dans la troisième partie

<sup>25</sup> Le XVIII Airborne Corps est composé des 10<sup>th</sup> Mountain Division (Light), 3<sup>rd</sup> Infantry Division (Mechanized), 82<sup>nd</sup> Airborne et 101<sup>st</sup> Airborne Division (Air Assault).

d'infanterie mécanisée est déployée en Corée du Sud. Par ailleurs, la 25<sup>ème</sup> division d'infanterie déployée à Hawaï est rattachée au théâtre Pacifique. Ce dispositif hérité de la Guerre froide est permanent. Ces forces peuvent être utilisées partiellement lorsque les crises éclatent dans leur zone de déploiement ou dans le cas d'opération de guerre majeures comme en Irak, mais elles n'ont pas vocation à servir de réservoir pour les opérations limitées sur d'autres théâtres.

Enfin, ces divisions sont équipées pour les opérations de guerre avec des matériels lourds conçus pendant la Guerre froide pour affronter les blindés du Pacte de Varsovie. Sur les dix divisions d'actives, six d'entre elles sont blindées ou mécanisées. Leur matériel majeur est le char de bataille Abrams et le véhicule de combat d'infanterie Bradley . Ce sont des engins chenillés de combat lourdement blindés, d'un poids de 60 et de 30 tonnes et armés respectivement d'un canon de 120 mm et d'un canon de 25 mm. Par ailleurs, ces unités sont appuyées par des moyens d'artillerie conséquents et de tous types : automoteurs, lance-roquettes multiples, artillerie tractée de gros calibre. Tous ces matériels n'ont pas pour vocation à être projetés rapidement par voie aérienne mais par voie maritime et leur nature "agressive" n'est pas adaptée dans la durée aux MOOTW. Ils requièrent en outre un soutien logistique énorme et très vulnérable dans un environnement lacunaire. Les quatre autres divisions sont plus "légères". Leur matériel majeur est le véhicule de transport tactique Hummvee qui est non blindé<sup>26</sup>. Bien que mieux adapté par son gabarit et sa posture au contexte des MOOTW, il est particulièrement vulnérable aux actions asymétriques et aux mines. Elles disposent cependant chacune<sup>27</sup> d'un atout discriminant : une brigade organique d'hélicoptères de combat<sup>28</sup>.

Les contraintes induites par les MOOTW sont une réalité pour l'institution militaire et politique mais elles sont surtout un prétexte à la conservation d'un système certes inadapté mais qui répond aux intérêts et aux logiques particulières des organisations. Dans ce cadre, les mesures d'adaptation qui ont été décidées jusqu'à maintenant se révèlent insuffisantes.

---

<sup>26</sup> En Irak, les Hummvees initialement non blindés sont en cours de remplacement accéléré par des versions blindées.

<sup>27</sup> Ainsi que la 3<sup>rd</sup> Infantry Division du XVIII Airborne Corps.

<sup>28</sup> La 101<sup>st</sup> Airborne Division en compte même deux.

### 3. Des adaptations qui ne permettent pas de surmonter réellement les handicaps structurels

Les contraintes posées aux forces armées américaines et à l'Administration par les MOOTW sont importantes mais elles pourraient atteindre un seuil critique avec la dégradation prolongée de la situation en Irak. Cependant, les solutions envisagées pour les surmonter restent incomplètes et ne s'attaquent pas à tous les problèmes structurels. En effet, elles ne s'inscrivent toujours pas dans une démarche de réforme globale visant non seulement les forces armées mais aussi l'administration civile. Des pistes de réforme entrevues dans la décennie 90 ont été négligées. L'approche aujourd'hui retenue consiste essentiellement à modifier l'organisation et l'équipement des forces, sans considération pour la formation et l'éducation des personnels. Par ailleurs, elles n'est pas conduite de concert avec le renforcement indispensable des capacités de l'administration civile dont le rôle est déterminant dans le succès des opérations de stabilisation.

#### 3.1. Des retards accumulés

La décennie 90 a été riche d'enseignements concernant les MOOTW mais ils n'ont pas eu d'impact notable sur les forces armées. Le Congrès s'est même saisi de la question. Il a publié une étude contenant des propositions d'évolution de l'organisation de l'Army mais elles n'ont pas été retenues.

##### 3.1.1. Les propositions avant-gardistes du Congrès

Le Congrès a rendu publique en 1998 une étude proposant quatre options pour accroître l'aptitude des forces armées américaines à conduire des MOOTW sans altérer leurs capacités de warfighting. Si aucune ne sera retenue à l'époque, elles constituent aujourd'hui l'une des bases de la réflexion conduite au sein de l'Army dans son souci de réorganisation face au défi de la stabilisation en Irak.

La première option vise à l'intégration dans un cycle de déploiement opérationnel de brigades d'active. Il s'agit de sélectionner trois brigades existantes et de les intégrer dans un cycle opérationnel de projection-entraînement. La brigade d'alerte serait prête prioritairement à être projetée dans le cas de déclenchement d'une opération de paix. Elle aurait pour avantage de permettre à l'Army de disposer d'une force disponible à très court préavis, entraînée plus spécifiquement aux MOOTW. La disponibilité requise pour les personnels est raisonnable puisque les cycles de projection et de récupération sont planifiés. Le coût budgétaire de cette réorganisation est nul. Elle présente cependant des inconvénients. L'organisation de l'Army repose sur le système divisionnaire. Les brigades autonomes requerront des moyens de niveau division. Ces moyens manquant affecteront la capacité opérationnelle d'une division. Par ailleurs, malgré l'instauration d'un cycle, les trois même brigades risquent d'être sollicitées à l'excès, rendant leur disponibilité pour les opérations de warfighting aléatoire et fragilisant leur recrutement.

La deuxième option vise à la réorganisation d'unités d'active en unités dédiées exclusivement aux opérations de paix. Il s'agit de désigner quatre brigades appartenant à des divisions d'active et de créer trois Etat-majors permanents pour conduire les opérations de paix. Ces brigades pourraient provenir des quatre divisions (1<sup>ère</sup> division blindée et 1<sup>ère</sup> division d'infanterie en Allemagne, 10<sup>ème</sup> division de montagne et 25<sup>ème</sup> division d'infanterie) qui comptent une troisième brigade non co-localisée avec les deux autres. Par exemple, les deux divisions en Allemagne ont chacune une brigade stationnée en permanence au Kansas.

Elle présente l'avantage de permettre à ces unités et à ces Etats-majors de se concentrer exclusivement sur les opérations de paix. Elles bénéficient d'un entraînement et de matériels spécifiques. Le coût de la transformation et de la création de 700 à 900 postes d'Etat-major est réduit. Il est estimé annuellement à 90 millions de \$. En revanche, ces brigades risquent d'être très fortement sollicitées et d'avoir des difficultés pour fidéliser leur personnel. Par ailleurs, en cas de guerre, les délais de reconfiguration seront élevés.

La troisième option vise à convertir des unités de combat en unité d'appui et de soutien. Il s'agit de transformer une division de combat en unité de soutien à dominante affaires civilo-militaires et police militaire. Cette option a pour avantage de permettre le renforcement notable des capacités de soutien dans les opérations de paix et de diminuer le coût politique et financier du recours aux réservistes. Par ailleurs, ces capacités de soutien seront également disponibles pour les opérations de guerre. En revanche, la dissolution d'une division de combat altérerait sensiblement les capacités globales de combat de l'Army. La diminution du recours aux réservistes s'oppose par ailleurs au principe d'intégration des réserves dans les opérations.

La quatrième option vise à créer des brigades supplémentaires dédiées aux opérations de paix. Il s'agit de créer ex nihilo quatre brigades (deux brigades légères et deux brigades blindées) et trois Etat-majors permanents dédiés aux opérations de paix. Cette option se traduirait par une augmentation du format de 20000 personnels. Elle permet d'augmenter significativement des capacités de MOOTW sans altération des capacités de warfighting. De plus, ces brigades supplémentaires pourraient constituer une réserve en cas d'opérations de guerre. Néanmoins, elle présente l'inconvénient d'avoir un coût financier très élevé, estimé à 2 milliards de \$ par an et d'être un facteur aggravant de suremploi des forces.

Ces propositions n'ont pas eu d'écho concret dans les forces armées. Durant la décennie 90, l'Army est restée timorée dans ses mesures d'adaptation aux MOOTW.

### 3.1.2. Une approche militaire essentiellement incitative

Les opérations en Somalie, mais surtout les engagements plus durables en Bosnie et au Kosovo ont permis d'obtenir des retours d'expérience de qualité mais qui ne se sont pas traduits au sein de l'Army par des mesures d'adaptation systématiques. Au contraire, l'Army s'est contentée d'inciter les

commandeurs et ses organismes, notamment ceux du TRADOC (équivalent du CDES) à traiter la question des MOOTW de manière décentralisée et non contraignante.

Les retours d'expérience des grands commandeurs impliqués dans les MOOTW ont contribué à relativiser les difficultés rencontrées -sans doute pour ne pas se déconsidérer eux-mêmes- pour ne suggérer que des mesures d'adaptation secondaires et de bon sens. Pour le général Arnold qui commandait la 10<sup>ème</sup> division de montagne en Somalie, les problèmes rencontrés avaient pour cause le manque de spécialistes du soutien des opérations de projection, le manque de clarté de la mission et sa " dérive " humanitaire. Il conclut que des soldats bien entraînés, prêts au combat, disciplinés peuvent facilement s'adapter aux missions de maintien et de rétablissement de la paix<sup>29</sup>. De son côté, le général Nash commandant de la 1<sup>ère</sup> division blindée, considère que ce type de mission ne pose pas de difficultés particulières lorsqu'elle est précédée d'un entraînement spécifique et surtout lorsqu'au cours du déploiement les forces peuvent continuer à s'entraîner au warfighting et si elles sont conditionnées pour ne pas tomber dans la routine en entretenant des réflexes " guerre " <sup>30</sup>. Incontestablement, ces prises de position ont conforté l'Army dans son choix d'une politique de recommandation, c'est à dire dans le cas américain, d'une non-politique.

Dans le domaine de l'entraînement, la philosophie de l'Army peut se résumer ainsi : " juste assez et juste à temps " <sup>31</sup>. Chaque commandeur développe librement son programme annuel d'entraînement qu'ils traduit par une Liste des missions essentielles (Mission-essential task list- METL). Certains, comme le général Arnold, considèrent qu'une force bien entraînée au combat de haute intensité s'adapte facilement aux MOOTW et qu'elle peut envisager un entraînement spécifique au dernier moment, une fois seulement désignée pour la mission. D'autres, comme le commandant des forces américaines en Europe a introduit de manière systématique depuis 1995 l'apprentissage des savoir-faire spécifiques aux opérations de paix au sein des unités et lors de leur passage en centre d'entraînement. Il considère que de nombreux savoir- faire sont identiques à ceux requis dans les opérations de guerre et que ses unités ont une probabilité élevée d'être engagées dans des MOOTW en Europe. Aux Etats-Unis, le National Training Center, Fort Irwen (CA) et le Joint Readiness Training Center à Fort Polk (Louisiane)... incluent désormais systématiquement des incidents impliquant la population et les médias. L'Institut américain du maintien de la paix a recommandé lors de deux conférences tenues en 1996 et en 1997 d'intégrer systématiquement les savoir-faire des opérations de paix dans l'entraînement annuel. Le Centre de l'Army pour les leçons apprises (CALL) a même publié une liste exhaustive de missions à intégrer dans l'entraînement courant mais qui n'a jamais revêtu de caractère impératif.

Dans le domaine de la formation, l'effort a été négligeable. Les sous-officiers et les officiers suivent quelques cours sur les opérations de paix mais la priorité absolue est conférée au warfighting. La

---

<sup>29</sup> MG S.L. ARNOLD, Somalia, an Operation Other Than War, Military Review, Décembre 1993

<sup>30</sup> Debate, Can Soldiers be Peacekeepers and Warriors, Nato Review, vol.49, N°2, été 2001

<sup>31</sup> Department of the Army, Peace Operations, Field Manual 100-23, Décembre 1993, p.86

dissolution de l'Institut américain de maintien de la paix a même été sérieusement envisagée à l'arrivée au pouvoir de l'Administration Bush.

Après le 11 Septembre 2001 et l'engagement de forces américaines dans des opérations de stabilisation en Afghanistan et en Irak, des évolutions importantes, mais sujettes à caution, sont cependant intervenues.

### 3.2. Le paradoxe de l'US Army

L'ampleur des opérations de stabilisation intervenues en Afghanistan et surtout en Irak ont dicté une inflexion qui ne s'apparente cependant pas encore à une rupture culturelle. L'Army reste enfermée dans un paradoxe. Ces opérations récentes ont en effet montré que l'Army devait à la fois être capable de gagner la première phase de la guerre et d'autre part de gagner la phase de stabilisation post guerre. Ainsi, l'Army est consciente de la nécessité de se réformer pour pouvoir remplir avec autant de succès les MOOTW que les missions de guerre. Mais bien qu'ayant pris des mesures d'adaptation sévères, elle demeure profondément engagée dans le processus de Transformation à dominante technologique. Ce processus sensé répondre au spectre des opérations du futur, répond en fait prioritairement à l'exigence de gagner la phase de guerre et ne répond qu'insuffisamment aux exigences des MOOTW.

#### 3.2.1. L'après 11 septembre : l'effet Schoomaker

La guerre globale contre le terrorisme déclenchée après le 11 Septembre a contraint l'Army à déployer un nombre considérable de forces dans le monde, à un niveau jamais égalé depuis le Vietnam, pour conduire à la fois des missions de guerre et des MOOTW. Pour l'Army, c'est un défi nouveau par son ampleur. Pour relever ce défi, l'Administration Bush a nommé comme nouveau chef d'Etat-major de l'Army, un officier général au profil atypique, Peter Schoomaker.

##### 3.2.1.1. S'inspirer de l'USMC et des forces spéciales

Nommé chef d'Etat-major en août 2003 alors qu'il venait de prendre sa retraite, le général Schoomaker a été choisi par le Secrétaire à la Défense D. Rumsefeld soucieux d'accélérer la Transformation. Contrairement à son prédécesseur, le général E. Schinsecki, le général Schoomaker n'a pas de lien avec l'ancienne armée conventionnelle. Il a fait l'essentiel de sa carrière dans les forces spéciales de l'Army ( Army Special Operations Forces-ARSOF) et a commandé le commandement interarmées des opérations spéciales ( Special Operations Command-SOC) avant de prendre ses nouvelles fonctions à la tête de l'Army. Son état d'esprit peut se résumer ainsi :

Nous devons ajuster nos priorités. Nous avons même besoin de changer notre culture. Dans un monde où l'environnement stratégique est transformé, nous devrions être prêts, même à réexaminer notre façon de penser fondamentale<sup>32</sup>.

---

<sup>32</sup> BURGER K., New Direction for US Army, JDW, 27 août 2003, p.23

Les forces spéciales constituent la première source d'inspiration pour le général Schoemaker. C'est une force par définition aux antipodes de l'Army. Elle est très disponible sur court préavis et elle intègre dans sa structure permanente des unités de la garde nationale et des réservistes. En 2003, l'ARSOF a déployé 13500 personnels dans le monde dont 9000 lors des premières semaines des opérations en Irak. Ce chiffre correspond à 90 détachements opérationnels (Operational Detachment Alpha-ODA) soit 5 de plus qu'au plus fort de la guerre du Vietnam<sup>33</sup>. Par ailleurs, son organisation est souple et diversifiée. Elle comprend à la fois des unités plus spécifiquement dédiées au combat, les groupes de forces spéciales (Special Operations Forces Group), et des unités dédiées aux opérations de stabilisation, les bataillons des affaires civiles (Civil Affairs Command ou Battalion) et les groupes des opérations psychologiques (Psychological Operations Group). En outre, elle innove en permanence. En Irak, les forces spéciales ont pour la première fois utilisé en opération des drones tactiques portatifs aux plus bas échelons.

La seconde source d'inspiration est constituée par l'USMC. L'USMC n'a pas la même vocation initiale que l'Army mais l'Army est aujourd'hui sollicitée de la même manière que les Marines. L'USMC est conçue pour entrer en premier, dans l'urgence, sur les théâtres extérieurs de crise. Le Corps n'a pas vocation à intervenir dans la durée. La dernière fois que les Marines ont rempli des missions de reconstruction remonte à l'époque du Vietnam. Il est logiquement organisé pour être projeté et disponible sur très court préavis. Ses unités intègrent un cycle de projection-entraînement. Le Corps dispose en permanence de deux à trois MEUs prépositionnées à la mer partout de la monde pour une durée de 6 mois. Dès le temps de paix, il est organisé sur une structure interarmées comprenant des moyens maritimes et aériens autonomes. La doctrine des Marines est par ailleurs largement influencée par la culture de la projection et des opérations de gestion de crise. Parmi les 29 missions (cf annexe 2) que doivent remplir les unités, la majorité s'apparente aux MOOTW. L'état d'esprit du Corps est traditionnellement à l'adaptation et à l'innovation. Le Corps est à l'origine dès 1940 d'un manuel remis à jour dans les années 90 sur les Small Wars. Et le général des Marines Ch.Krulak est à l'origine du concept novateur des 3 Block wars<sup>34</sup>. Les réflexions consécutives aux opérations post 11 Septembre témoignent d'une souplesse intellectuelle globalement supérieure à celle de l'Army. Les premiers retours d'expérience de l'Army en Irak sont mêmes très sévèrement critiqués. Dans l'éditorial de la Gazette du Marine Corps de janvier 2004, l'éditorialiste blâme l'Army, en l'occurrence la 82<sup>ème</sup> division aéroportée, pour sa brutalité (méthode du marteau de forgeron sur la noix " a sledgehammer to crush a walnut ") et son approche indiscriminée qui risque de " faire le jeu des partisans de Sadam et de s'aliéner la population ". Il leur oppose le comportement du Corps: " les Marines n'ont pas à perpétuer

---

<sup>33</sup> Army Green Book 2003-2004

<sup>34</sup> IL s'agit du déroulement simultané sur un même théâtre d'opérations de guerre, d'interposition et humanitaires.

les pratiques de tuerie et de destruction des biens ». Le Corps insiste aujourd’hui pour montrer sa différence avec l’Army. Dans les secteurs sous sa responsabilité<sup>35</sup>, le commandement est largement décentralisé jusqu’au niveau bataillon. Pour avoir suffisamment de soldats déployés sur le terrain, le Corps a même transformé à titre provisoire des unités d’artillerie et de soutien en unités d’infanterie et de police militaire. Les Marines ont pour consigne de se mêler à la population et de l’aider à reconstruire. Ils bénéficient par ce biais de 95% du renseignement qui facilite la neutralisation des groupes terroristes<sup>36</sup>.

La traduction concrète de ces influences est l’annonce surprise de l’adoption d’un système de brigades modulaires.

### 3.2.1.2. Adoption des brigades modulaires

Au mois de février 2004, le général Schoomaker a annoncé une réforme radicale d’organisation de l’Army sensée faciliter la projection des unités et les rendre plus efficaces. Le système divisionnaire, hérité de la Seconde guerre mondiale, est abandonné au profit de brigades “ modulaires ” et “ numérisées ”, plus “ létales ”. L’Army veut disposer d’éléments de manœuvre supplémentaires pour les opérations en Irak et pour la guerre globale contre le terrorisme. Elle choisit de créer de nouvelles brigades. Au nombre de 33 actuellement, elles passeront à 43 en 2006, voire à 48 en 2007 (ce dernier chiffre sera à confirmer ultérieurement). Au total, les effectifs budgétaires augmenteront, à titre temporaire (sic), de 30000 personnels. Chaque division comptera désormais quatre brigades de combat plus standardisées en terme de matériel notamment, parmi lesquelles une brigade allégée et numérisée de type Striker (Striker Brigade Combat Team-SBCT). Elles disposeront également toutes d’une brigade de maintenance et d’une brigade d’hélicoptères de combat. Pour gagner en létalité, les brigades recevront parallèlement, et à titre définitif, des moyens organiques de reconnaissance, d’artillerie et des hélicoptères de combat antérieurement détenus au niveau division.

Sur le plan des principes, l’Army va appliquer le concept de modularité, notamment mis en œuvre par la France mais en ne descendant pas en dessous du niveau brigade. Ainsi, une division projetée en Irak pourra être composée de quatre brigades appartenant à quatre divisions différentes! Il est même envisagé d’étendre la modularité à l’USMC, c’est à dire d’inclure une brigade de Marines au sein du dispositif projeté de l’Army. Dans les faits, la 82<sup>ème</sup> division parachutiste déployée en Irak à l’automne 2003 comprenait déjà des unités de forces spéciales, de police militaire et d’affaires civiles. Dans le domaine de l’entraînement, la politique “ incitative ” semble progressivement abandonnée. Toutes les unités de l’Army s’entraînent désormais systématiquement à conduire des missions de stabilisation en prenant pour référence le FM 3-07 Stability operations. Dans le domaine de la formation, le commandement n’a pas encore dévoilé de plan d’action particulier. L’idée de former plus largement les

---

<sup>35</sup> Jusqu’à la fin 2003, les unités de Marines n’ont pas été déployées dans le Triangle Sunnite

troupes aux langues étrangères pour faciliter l'interaction avec les civils semble prévaloir. L'option de spécialiser des forces par zone géographique est même envisagée<sup>37</sup>. Au CGSC, les officiers prévus être déployés au Moyen-Orient suivent depuis quelques semaines des cours de cultural awareness sur la région.

Parallèlement à ces mesures majeures, mais dictées par l'urgence de la conjoncture, l'Army est engagée dans un processus structurant de Transformation.

### 3.2.2. La poursuite de la Transformation : la prédominance techniciste

Pour le Pentagone, les conflits afghans et irakiens donnent raison à l'option technologique. L'emploi massif des drones, des systèmes d'identification ami-ennemi et des munitions de précision s'est révélé décisif dans l'obtention de la victoire totale. Le processus très ambitieux de l'Army de Transformation technologique de ses forces est totalement légitimé et confirmé. Amorcé dans les années 90 sous l'impulsion des tenants de la Révolution dans les affaires militaires (Revolution in Military Affairs-RMA), parmi lesquels l'actuel Secrétaire d'Etat à la Défense D.Rumsfeld, et intégré aux projets interarmées Joint Vision 2010 et 2020, ce processus est actuellement en cours d'accélération. L'objectif fixé est de créer pour la fin de la décennie une force à dominante terrestre à la fois facilement projetable et moins dépendante de la logistique, plus létale, et disposant d'une capacité de survie élevée. Elle devra être capable, dans un contexte d'intégration interarmées de conduire un large spectre de missions et de " détruire de manière décisive tout ennemi " <sup>38</sup>.

La nouvelle force sera numérisée et organisée autour d'un système d'armes unique : le système de combat futur (Future Combat System-FCS). Il s'agit d'une plate-forme de très haute technologie, déclinée en 19 versions pilotées ou non pilotées, intégrée à un réseau de télécommunications numérisé terrestre et aérien.

En attendant le FCS, le véhicule médian Striker, produit en 8 versions et embarquable dans les avions de transport stratégique C130, C17, C141 et C5 constitue le système de combat des 6 brigades destinées à assurer la transition entre le système actuel (Legacy force) et le FCS. La première SBCT est opérationnelle au sein de la 3<sup>ème</sup> division depuis... 2003 et a été engagée en Irak. La seconde le sera au printemps 2004 et la troisième à la fin 2005.

La Garde nationale s'inscrit dans le même processus de Transformation. Dans le cadre de l'Initiative de restructuration (Army Guard Restructuring Initiative-AGRI), elle a prévu de se réorganiser en 4 divisions multifonctionnelles (MultiFunctional Division-MFD) et en brigades mobiles légères (Mobile Light Brigade-MLB).

---

<sup>36</sup> BURGER K., US Army and Support Operations, Caught off guard ? JDW, 1<sup>er</sup> octobre 2003, p.27

<sup>37</sup> Ibid, p.26

<sup>38</sup> Army Green Book 2003-2004

La prégnance de l'approche techniciste à l'heure des difficiles opérations de stabilisation en Irak n'est pas sans rappeler l'aveuglement des tenants de la suprématie matérielle et technologique lors du conflit vietnamien. Bien que le Pentagone, contrairement à ses prévisions 2001, n'envisage plus la dissolution de deux divisions mais l'augmentation des effectifs de l'Army de 30000 hommes, cette démarche donne la primauté de la technologie sur l'homme pour vaincre le " brouillard et les frictions de la guerre ". C'est sans doute un atout face à un ennemi conventionnel ou dévoilé, c'est un pari très risqué dans la lutte contre le terrorisme.

Cela pourrait même devenir un handicap dans la mesure où les forces armées seraient durablement engagées dans des opérations de stabilisation et sans le soutien suffisant de l'administration civile.

### 3.3. L'absence de politique globale : un handicap pour les militaires

La crise irakienne a mis en lumière la complexité des responsabilités dans le contexte des MOOTW. Si dans la culture américaine, la conduite de guerre confiée aux seuls militaires est plutôt un gage d'efficacité, la conduite des opérations de stabilisation par les seuls militaires pose toujours des problèmes. Gagner la paix et la sécurité est un défi de nature différente à la victoire guerrière. Le problème américain n'est pas de la responsabilité exclusive des militaires, il est même d'abord civil. Le Pentagone est critiqué pour sa gestion de l'après-guerre. Mais ce qui pourrait être perçu pour une implication excessive et inadaptée des militaires dans le processus de reconstruction (Nation building) pallie seulement la carence de l'administration civile. L'histoire contemporaine montre que les conditions du succès de ce type de processus reposent sur la réunion d'un ensemble de critères non seulement militaires mais surtout civils. Si les forces armées américaines doivent poursuivre leur transformation, le secteur civil doit également entreprendre des réformes radicales.

#### 3.3.1. Les conditions du succès dans les opérations de reconstruction ne reposent pas seulement sur l'emploi des militaires

Dans une étude récente des grandes opérations de reconstruction, de l'Allemagne en 1945 à l'Irak, en passant par la Somalie, Haïti, les Balkans et l'Afghanistan, J.Dobbins<sup>39</sup> ancien conseiller du Président Clinton pour les questions de sécurité a démontré que les conditions de " succès " des opérations de reconstruction ne se limitaient pas aux questions militaires et aux conditions sociales préalables au conflit (tradition politique, niveau de cohésion religieuse et ethnique, voisins démocratiques etc...). Elles dépendent pour une part essentielle du niveau d'implication politique selon des normes précises relatives au volume global de forces militaires déployées, à l'engagement d'une force de police internationale, au processus électoral et au volume de l'aide financière.

#### 3.3.1.1. Les forces militaires

Le niveau élevé de forces déployées et la durée de leur stationnement favorisent systématiquement la limitation des pertes amies et parmi la population. Les forces sont plus vite acceptées par l'opinion locale et durablement soutenues par l'opinion publique nationale. A l'inverse, l'insuffisance de forces sur le terrain augmente l'insécurité générale et contribue à affaiblir la légitimité de l'opération. Dans le cas irakien qui constitue la plus grande opération d'occupation d'un pays depuis celle du Japon et de l'Allemagne, une partie des difficultés de la coalition peut s'expliquer par l'insuffisance de forces déployées. La contribution de la coalition s'élève actuellement à 150 000 personnels. Si on la compare au cas du Kosovo, elle devrait s'établir à 500 000 personnels (460 000 si l'on prend le ratio de la Bosnie) soit 350 000 de plus ! Concernant l'Afghanistan, le décalage est encore plus élevé. Le volume des forces de la coalition devrait être multiplié par 50 pour atteindre le niveau balkanique.

#### 3.3.1.2. Les forces de police

La police internationale a pour vocation d'entraîner la police locale et de l'assister dans le rétablissement de ses prérogatives dans le cadre de l'Etat de droit.

Le volume des forces de police déployé est un élément important du succès. Ainsi, 5000 policiers internationaux sont intervenus au Kosovo. Dans le cas irakien, le total devrait s'élever à...53000 mais surtout, leur déploiement en substitution des forces militaires ne doit pas être prématuré. Il ne doit pas intervenir moins d'un an après le déclenchement des opérations de stabilisation sous peine de créer un vide sécuritaire profitable aux parties bellicistes. Des conditions acceptables de sécurité doivent avoir été rétablies et le processus de retour à la normalité civile et notamment judiciaire doit avoir été engagée de manière coordonnée.

#### 3.3.1.3. Les élections

La durée moyenne d'un processus de démocratisation est évaluée au minimum à cinq ans. Si le processus électoral est primordial pour redonner le pouvoir aux populations locales et éviter l'assimilation de la force de stabilisation à un occupant, il ne doit pas être anticipé. Il est préférable d'organiser initialement des élections locales. Elles permettent d'établir (ou de rétablir) progressivement la vie politique et l'expression démocratique (notamment la liberté de la presse). Elles favorisent l'émergence de nouveaux leaders. Au contraire, les élections nationales organisées à la hâte en Bosnie ont permis aux Nationalistes de renforcer leur légitimité.

#### 3.3.1.4. Les investissements financiers

---

<sup>39</sup> DOBBINS J, America's Role in Nation Building : from Germany to Iraq, Survival, n°4, hiver 2003-2004 , pp.87-110

Le montant de l'aide financière à la reconstruction conditionne la pérennité de la stabilisation sécuritaire. Dans les cas allemand, japonais ou bosniaque, les deux premières années de reconstruction ont été marquées par des aides massives respectivement de l'ordre de 11.6, 4.1 et 4.5 milliards de \$. A titre de comparaison, Haïti et l'Afghanistan ont reçu moins de 2 milliards de \$. La Bosnie et le Kosovo ont été particulièrement privilégiés. L'aide extérieure représente pour la Bosnie 1400\$ par habitant soit 36% de son PIB et pour le Kosovo 800\$ et 45% ! Ce coût financier exorbitant est difficilement supportable par le contribuable américain seul alors que le PNB américain ne représente plus que 22% de la richesse mondiale contre 50% dans les années 50. Au Kosovo, la contribution américaine s'est élevée à seulement 16% du total de l'aide. Pour l'Irak, l'Administration Bush est contrainte de compter prioritairement sur le budget national et le montant des sollicitations au Congrès pour 2003 est de 20.3 milliards de \$.

### 3.3.2. Les axes d'effort des militaires

Les forces armées américaines n'ont pas les forces adéquates et en nombre suffisant pour remplir les missions de stabilisation parce qu'elles héritent d'une organisation destinée à gagner la guerre conventionnelle. En Afghanistan et en Irak, elles expérimentent selon le général Edward Atkeson un nouveau type de guerre, plus agressive et exigeante que les opérations de paix parce que le conflit dure, mais différente des combats lourds : " les opérations de sécurité post manœuvre (Post manœuvre security operations)<sup>40</sup>. Ces opérations requièrent trois types de force : des forces à haute capacité de combat, des forces paramilitaires et des forces de police civile. Actuellement, les forces américaines manquent de forces paramilitaires.

La question est sensible. Les forces américaines sont en effet contraintes d'utiliser intensément leurs meilleures unités de combat à des tâches de police militaire ou pire, d'assistance aux populations. Elle s'exposent à une altération de leurs capacités de combat comme l'a prouvé l'engagement désastreux en Corée des forces américaines alors en occupation au Japon .

L'idée de créer une force paramilitaire capable de remplir des fonctions de police est évoquée lors de la campagne présidentielle de 2000<sup>41</sup>. Le Pentagone a écarté d'emblée la perspective d'une force paramilitaire civile parce qu'elle serait non apte au combat, aptitude indispensable dans la phase de transition. Le renforcement des effectifs de la police militaire présenterait l'avantage de confier des tâches spécifiques à des spécialistes, entraînés à installer des barrages, à boucler des zones, à contrôler et à disperser des foules. Ils seraient en outre " moins frustrés que les autres (les unités de mêlée) à restreindre l'usage de la force<sup>42</sup> ”.

---

<sup>40</sup> BURGER K., US Army and Support Operations, Caught off guard ? JDW, 1<sup>er</sup> octobre 2003, p.25

<sup>41</sup> BRONSON R., When Soldiers become Cops, Foreign Affairs, novembre-décembre 2002, p.127

<sup>42</sup> Ibid, p.130

L'alternative consiste pour le Pentagone à obtenir la collaboration des alliés dans ce domaine, et en particulier celle des pays nouvellement admis au sein de l'OTAN. Mais cette option est risquée parce qu'elle est aléatoire. Comme le dit R. Bronson, citant D. MOÏSI chercheur français à l'IFRI (Institut français des relations internationales), " les Européens ne veulent pas devenir systématiquement (mais ont-ils le choix ?) la femme de ménage des interventions américaines<sup>43</sup>".

Bien qu'encore insuffisant, l'effort militaire pour adapter les capacités aux exigences des opérations de stabilisation est sans commune mesure avec les efforts consentis par l'administration civile. Il semble urgent que le renforcement souhaitable des capacités paramilitaires soit précédé d'un renforcement des capacités civiles de sécurité et d'un effort d'intégration des moyens militaires et civils.

### 3.3.3. Les axes d'effort des civils

La contribution civile américaine aux opérations de stabilisation est négligeable par rapport à l'effort d'adaptation des militaires. Les civils, conformément à la culture des relations avec les militaires ne s'impliquent pas significativement dans un domaine qu'ils considèrent comme réservé aux militaires. Le mépris initial de l'Administration Bush pour la reconstruction renforce l'idée au sein de la bureaucratie et en particulier chez les hauts fonctionnaires que travailler sur la question n'est pas le meilleur moyen d'être promu<sup>44</sup>. Le déficit d'implication de l'administration civile se traduit à plusieurs niveaux.

L'Administration américaine ne dispose pas de structure de planification interministérielle pour traiter des opérations de reconstruction. Le Département d'Etat a laissé le Pentagone planifier l'opération en Irak en globalité comme c'était déjà le cas en Afghanistan. Le premier administrateur était ainsi un général à la retraite, J. Garner, nommé sous la pression du Pentagone et qui pouvait laisser penser que l'Irak était sous statut d'occupation militaire, comme l'Allemagne et le Japon l'avaient été en 1945. Il a rapidement été remplacé par un administrateur civil, P. Bremer.

Les moyens de police civile disponibles pour les opérations de reconstruction sont également inadaptés. Avec une participation de 650 policiers aux missions de l'ONU en 2002 (850 en 2001), les Etats-Unis restent le plus gros contributeur international mais les moyens financiers dévolus par le ministère de la Justice aux structures à vocation internationale sont réduits. Le ministère compte deux structures de ce type : le bureau de la police civile (CIVPOL) et le programme international d'entraînement et d'assistance aux enquêtes et à la lutte contre la criminalité (International Criminal and Investigative

---

<sup>43</sup> Ibid, p.126

Training Assistance Program-ICITAP). Il participe aussi à l'Initiative de réponse aux crises africaines (State Department African Crisis Response) sous la responsabilité du Département d'Etat. Le CIVPOL et l'ICITAP bénéficient de l'appui d'un prestataire de service privé, DynCorp, pour entraîner une vingtaine de polices étrangères et coopérer partiellement avec une cinquantaine d'autres<sup>45</sup>. Le Département d'Etat, comme le ministère de la Justice, n'a pas de lien organique avec le Pentagone. Conscient de ces problèmes structurels, une commission bi-partisane du Congrès a publié en 2003 des recommandations innovantes sur la stratégie de reconstruction<sup>46</sup> qu'il est souhaitable que les Etats-Unis adoptent dorénavant :

- Légitimer la notion de Reconstruction en l'inscrivant comme mission au sein de la Stratégie nationale de sécurité.
- Clarifier le processus interministériel et coordonner au niveau du Conseil national de sécurité une force de projection rapide d'experts civils.
- Mettre en place une autorité de financement des opérations de reconstruction
- Mettre en place une force internationale permanente paramilitaire et/ou de police, au sein de l'Union européenne, de l'OSCE ou de l'OTAN.
- Mettre en place un programme d'entraînement des forces armées et des polices locales.

En attendant ces réformes, la situation post conflit en Irak représente le pire des scénarios pour les militaires américains. Ils disposent d'une part d'un nombre insuffisant de troupes sur le terrain pour cause de coalition réduite et, d'autre part, l'implication civile reste limitée. Comme l'écrit A.J Blinken :

Si les Etats-Unis ne sont pas préparés à la phase de post conflit, ils devraient y penser à deux fois avant de déclencher un conflit, spécialement si le conflit est une guerre choisie et non une nécessité<sup>47</sup>.

---

<sup>44</sup> BLINKEN A.J, From Preemption to Engagement, Survival, hiver 2003-2004, p.53

<sup>45</sup> BRONSON R., When Soldiers Become Crops, Foreign Affairs, novembre-décembre 2002, p.128

<sup>46</sup> BLINKEN A.J, From Preemption to Engagement, Survival, hiver 2003-2004, p.54

<sup>47</sup> Ibid , p.52

## Conclusion

Les Etats-Unis sont profondément imprégnés par la culture de la guerre et cet héritage culturel politique et militaire constitue un frein à toute adaptation structurelle aux conditions des MOOTW. Les Etats-Unis sont certes conscients de la spécificité des MOOTW mais ils persistent à considérer toute adaptation de leurs forces armées aux MOOTW comme une menace à l'efficacité conventionnelle et, par là, à une logique de système qui a fait ses preuves. La crise irakienne est symptomatique de ce dilemme non résolu ou de cette ambivalence non assumée. La victoire conventionnelle écrasante du début de la campagne irakienne a masqué la nécessaire réforme des forces armées pour faire face aux difficultés de la stabilisation. Elle a conforté la ligne actuelle qui consiste à approfondir la transformation technologique tout en prenant des mesures d'adaptation dans l'urgence. La référence à la supériorité technologique décisive pour gagner tout type de conflit est réaffirmée avec force et n'est pas sans rappeler l'approche " vietnamienne " qui s'avéra finalement totalement inadaptée.

Bien que les circonstances actuelles en Irak ébranlent les choix initiaux, il est peu probable que les forces armées américaines effectuent à l'avenir une " révolution culturelle ". Paradoxalement, la crise irakienne risque de conforter les Américains dans leurs certitudes. Elle démontre que les guerres classiques sont gagnées sans difficultés et sans pertes majeures. Le rapport coût-avantage politique et militaire est très favorable. En revanche, les MOOTW conduisent à l'enlisement et entraînent des pertes significatives. Le rapport coût-avantage devient rapidement défavorable pour les militaires comme pour les politiques. Il est par conséquent prévisible que les Américains ne renouvelleront pas ce type d'opération dans les conditions actuelles. L'unilatéralisme de l'Administration Bush a privé la coalition de la contribution en forces de deux pays majeurs la France et l'Allemagne et de celle de l'ONU. Il a exposé les forces américaines dans un domaine qu'elles ne maîtrisent pas mais surtout pour lequel elles n'ont aucune prédisposition. Ainsi, l'opération en Irak ne devrait pas donner lieu à une transformation culturelle américaine les conduisant à s'impliquer plus fortement dans les opérations de stabilisation. L'emploi massif et durable des forces américaines dans les opérations de stabilisation est une exception qui confirme la règle. Les forces armées américaines restent façonnées pour gagner les guerres et non pour conduire parallèlement des MOOTW. Les Etats-Unis compteront plus encore dans l'avenir sur la contribution de leurs alliés pour remplir les missions de stabilisation. Ils se concentreront quant à eux sur ce qu'ils considèrent toujours comme décisif sur le plan militaire comme stratégique, la conduite victorieuse de la guerre.

Dans cette perspective, la position française a pu apparaître pertinente et clairvoyante. En effet, depuis quelques années, les forces armées françaises ont conduit avec efficacité des opérations de maîtrise de la violence. Mais, comme les Etats-Unis, elles ont semblé le faire au détriment d'un autre mode opératoire : en l'occurrence la coercition. Comme les Etats-Unis mais à l'inverse, la France semble se

concentrer sur le mode opératoire dans lequel elle excelle et qui correspond le plus à sa culture. Ce choix dicté par des décisions politiques mais également conforme aux intérêts de l'institution militaire<sup>48</sup> pourrait, confrontée à l'orientation américaine de conduite prioritaire des opérations de guerre, conduire à la marginalisation progressive des forces armées françaises en les reléguant au rang de supplétif spécialisé dans les opérations de stabilisation. Le retard qui s'accumule pourrait avoir des conséquences en terme d'interopérabilité et donc en terme de participation au premier rang à des opérations majeures futures.

De leur côté, les Britanniques ont choisi une approche plus équilibrée qui finalement leur permet de rester dans le peloton de tête des puissances militaires globales. Ils ont prouvé en Irak qu'ils avaient à la fois la capacité de participer aux côtés des Américains à une guerre moderne de haute technologie et de conduire avec succès des opérations de " maîtrise de la violence ". En confirmant leur polyvalence opératoire, ils ont donné des gages de crédibilité politique et militaire qui renforcent leur position au sein du camp atlantique.

Le conflit irakien, comme la guerre du Vietnam l'avait été, est le révélateur du poids de la culture d'un pays sur l'évolution de ses capacités militaires. Les Américains amélioreront certes leur performance militaire mais ils ne pourront radicalement transformer leur outil militaire sans que la société toute entière ne se transforme parallèlement.

---

<sup>48</sup> La France a des intérêts stratégiques historiques en Afrique et ses forces armées ont une longue tradition d'interventions réussies sur ce continent.

Annexe 1 : les divisions de l'US Army

1<sup>st</sup> Armored Division (blindée), Wiesbaden, Allemagne

1<sup>st</sup> Cavalry Division (blindée), Fort Hood, Texas

1<sup>st</sup> Infantry Division (mécanisée), Wurzburg, Allemagne

2<sup>nd</sup> Infantry Division (mécanisée), Camp Red Cloud, Corée du Sud

3<sup>rd</sup> Infantry Division (mécanisée), Fort Stewart, Georgie

4<sup>th</sup> Infantry Division (mécanisée), Fort Hood, Texas

10<sup>th</sup> Mountain Division (infanterie légère), Fort Drum, New York

25<sup>th</sup> Infantry Division (infanterie légère), Schofield Barracks, Hawaï

82<sup>nd</sup> Airborne Division (infanterie parachutiste), Fort Bragg, Caroline du Nord

101<sup>st</sup> Airborne Division (infanterie d'assaut par air), Fort Campbell, Kentucky

Annexe 2 : les 29 capacités d'une unité expéditionnaire de l'USMC (MEU)

- Assaut amphibie
- Raid amphibie
- Démonstrations amphibies
- Repli amphibie
- Récupération d'otages in-extrémis
- Saisie et récupération d'installations de production énergétique en mer
- Opérations maritimes d'interception
- Opérations spéciales de démolition
- Récupération tactique d'avion et de personnels
- Saisie et récupération de personnels et de matériel
- Lutte contre la prolifération des armes de destruction massive
- Opérations de paix (maintien de la paix et rétablissement de la paix)
- Opérations de sécurité
- Opérations d'évacuation de ressortissants
- Opérations de renforcement
- Equipes mobiles d'entraînement
- Assistance humanitaire et secours en cas de catastrophe
- Opérations tactiques de déception
- Planification, coordination et contrôle des appuis feux
- Opérations de guerre électronique et de renseignement électronique
- Reconnaissance et surveillance clandestine
- Guidage terminal
- Opérations de contre-renseignement
- Saisie de port et d'aéroport
- Contrôle et remise en état d'aérodromes
- Opérations de démonstration de force
- Mise en œuvre de groupement interarmées
- Opérations de sniping

## Bibliographie

### LIVRES :

- COLSON B., La culture stratégique américaine, Economica, Paris, 1993
- DESPORTES Vincent, L'Amérique en armes, Economica, Paris, 2002
- HUNTINGTON S.P, The Soldier and the State, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge MA, 1998

### DOCUMENTS :

- ARMY GREEN BOOK 2003-2004, AUSA Association of the United States Army, Octobre 2003
- FIELD MANUAL 3-07, Stability Operations and Support Operations, février 2003
- JOINT PUB 3-07, Joint Doctrine for Military Operations Other Than War, 16 juin 1995
- *Making Peace while Staying Ready for War : the Challenges for US Military Participation in Peace Operations*, Congressional Budget Office, décembre 1999

### ARTICLES :

- BLINKEN Antony J., From Preemption to Engagement, Survival, vol.45, no4, hiver 2003-2004
- BURGER Kim, New Direction for US Army, Jane's Defence Weekly, 27 août 2003
- BURGER Kim, US Army and Support Operations, Caught off Guard ? Jane's Defence Weekly, 1<sup>er</sup> octobre 2003
- BRONSON Rachel, When Soldiers Become Cops, Foreign Affairs, novembre-décembre 2002
- *Debate : Can Soldiers be Peacekeepers and Warriors ?* NATO Review, vol.49-No2, été 2001, pp 16-20
- DOBBINS James F., America's Role in Nation-building : From Germany to Iraq, Survival, vol.45, no4, hiver 2003-2004
- Brig.Gen. FASTABEND A., SIMPSON R.H, Adapt or Die, The Imperative for Culture of Innovation in the US Army, Army, février 2004
- FLAVIN W., Planning for Conflict Termination and Post-Conflict Success, Parameters, automne 2003
- *From Sideshow to Center Stage : Military Operations Other Than War*, Randreview, automne 1997
- GLASGOW John P., Editorial : Killing People and Breaking Things, Marine Corps Gazette, janvier 2004
- HILLEN John, Must US Military Culture Reform ? Parameters, automne 1999
- *Iraq : What Went Right ?* , Jane's Defence Weekly, 30 avril 2003

- JOHNSON Wray R., Warriors without a War , Military Review, CGSC, déc.1998-février 1999
- KIRBY Rip, Civil-Military Operations-The Post Conflict Role of US Forces in Iraq, The Junto Society, janvier 2003
- SHEFTICK Gary, Army to reset into modular brigade-centric force, ARNEWS, 27 février 2004
- Brig.Gen (ret) WASS DE CSEGE Huba, Why we need a strong Army, Army, février 2004